

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة المالية

### المديرية العامة للميزانية

№ 000001810

CIRCULAIRE N° ..... DU ..... 26 MARS 2024

<b>OBJET :</b>	<b>MODALITES D'ETABLISSEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 DES DOCUMENTS BUDGETAIRES POUR LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT RELEVANT DU PEC.</b>
<b>Destinataires :</b>	<b>MESDAMES ET MESSIEURS : LES RESPONSABLES DE LA FONCTION FINANCIERE ; LES RESPONSABLES DE PROGRAMMES ; LES RESPONSABLES DES ACTIONS DECONCENTREES UNIQUES ; LES RESPONSABLES DES ACTIONS.</b>
<b>Références :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Loi organique n° 18 -15 du 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances (LOLF) ;</li><li>• Loi n° 22-24 du 25 décembre 2022 portant loi de finances pour 2023, notamment son article 70 ;</li><li>• Loi n° 23-15 du 5 novembre 2023 portant loi de finances rectificative de l'année 2023, notamment son article 21 ;</li><li>• Circulaire n° 5959 du 7 août 2022 expliquant les conditions et modalités de gestion des crédits du programme en cours (PEC), au titre du PSD, arrêté au 31/12/2022 ;</li><li>• Circulaire n° 8162 du 02 novembre 2022 relative à la programmation budgétaire ;</li><li>• Circulaire n° 9659 du 15 décembre 2022 relative aux règles de consommation des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ;</li><li>• Circulaire n° 1035 du 13 février 2023 précisant les modalités d'exécution des crédits de loi de finances pour les subventions accordées aux communes ;</li><li>• Circulaire n°1174 du 19 février 2023 expliquant les modalités de délégation de gestion ;</li><li>• Circulaire n°1403 du 28/2/2023 relative aux modalités de délégation de gestion - délégation de maîtrise d'ouvrage - aux établissements publics à caractère industriel et commercial ;</li><li>• Circulaire n° 1564 du 06 mars 2023 relative aux actes de gestion des dépenses d'investissement public ;</li><li>• Circulaire n° 8146 du 07 décembre 2023 relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure prévue par les dispositions de l'article 21 de la loi n° 23-15 du 21 Rabie Ethani 1445 correspondant au 5 novembre 2023 portant loi de finances rectificative de l'année 2023 ;</li><li>• Circulaire n°8792 du 27 décembre 2023 relative aux modalités de codification de l'action déconcentrée unique et élaboration de son document de programmation des crédits.</li></ul>

-----0000000-----

Il a été porté à notre connaissance qu'un retard dans l'établissement des documents de programmation des crédits des actions (DPCA) a été constaté, dû essentiellement à l'absence des situations de Trésor relatives aux dépenses définitivement payées à la fin de l'année 2023 et à la non-notification des extraits de DPIC et des extraits de l'annexe n° 02 des décisions établies par les services compétents du Ministre des Finances (décisions de réévaluation, de rattachement de crédits de paiement ...).

Dans ce cadre, la présente circulaire a pour objet de définir les modalités à suivre pour établir, à titre exceptionnel pour 2024, les documents budgétaires nécessaires pour entamer l'exécution des crédits budgétaires des opérations d'investissements publics relevant du PEC au 31/12/2022 et de celles inscrites en 2023.

## **I. Concernant l'établissement des DPCA (actions centrales et actions déconcentrées) :**

Ce point I traite en sus des actions centrales, des actions déconcentrées, y compris celles afférentes à la délégation de gestion.

### ***1. Lorsque les AE et les CP sont reportés dans le DPIC visé et dans l'extrait de DPIC notifié :***

En règle générale, les AE (ex-AP) relatives aux opérations d'investissement public qui relèvent du PEC (au 31/12/2022) ont connu une consommation d'AE (une partie ou la totalité de l'AE a été engagée), ainsi leur solde disponible au 31/12/2023, le cas échéant, peut être reporté sur l'exercice 2024.

Le solde des AE (ex-AP) y afférent ainsi enregistré, est porté sur le DPIC, pour chacun des programmes concernés, dans la partie « **crédits attendus devenus disponibles en cours d'années** », ligne « **reports d'AE non-engagée sur T3 (Art.30 LOLF)** ».

Aussi et en règle générale, le solde des CP disponible au 31/12/2023 pour les opérations relevant du PEC (au 31/12/2023 gérées via le CAS n° 302-145), est porté sur le DPIC, pour chacun des programmes concernés, dans la partie « **crédits attendus devenus disponibles en cours d'année** », ligne « **autres** » avec la précision « **reports de CP dans le cadre du CAS n° 302-145** ».

Il demeure entendu que les AE reportées et le solde des CP disponible au 31/12/2023 doivent faire l'objet d'une programmation de crédits au niveau des documents de programmation (DPIC, Extrait-DPIC et DPCA, ...).

Le principe est que les responsables des actions centrales et des actions déconcentrées transmettent aux responsables de programmes et aux RFF concernés (dans le cadre du dialogue de gestion) une situation (voir annexe n° 04), des AE et des CP à reporter, et ce, à l'effet de leur permettre de prévoir lesdits reports dans le DPIC. Néanmoins, si cette formalité n'a pas été effectuée (intégralement ou partiellement), il y a lieu de suivre les modalités prévues au point I. 2.

Il revient au RFF de notifier au responsable de l'action concerné un extrait du DPIC conformément aux procédures habituelles.

Le responsable de l'action concerné établit son DPCA conformément aux procédures habituelles, en indiquant les opérations d'investissement public y compris celles relevant du PEC au 31/12/2022 et celles inscrites en 2023.

Concernant les AE et les CP il y a lieu de suivre au niveau des DPCA les indications suivantes :

**Tableau n°1 :**

<b>AE reportée =</b>	AE actuelle au 31/12/2023 (AE initiale + toutes les modifications s'y rapportant) – AE engagée au 31/12/2023, soit AE restant à engager.
<b>AE notifiée =</b>	le montant de l'AE notifié en 2024.
<b>AE engagée =</b>	le montant total des engagements de dépenses jusqu'au 31/12/2023.

**Tableau n°2 :**

<b>CP reportés =</b>	le montant de CP au 31/12/2023 non consommé (suivant la répartition effectuée par le Ministre - le RFF -)
<b>CP notifiés =</b>	le montant de CP notifié en 2024.
<b>CP consommés =</b>	le montant total des CP consommés jusqu'au 31/12/2023, (soit le montant total de dépenses effectuées jusqu'au 31/12/2023).

**2. Lorsque les AE et les CP ne sont pas reportés dans le DPIC visé et dans l'extrait de DPIC notifié :**

Le RFF supervise la mise en œuvre par les responsables des actions (centrales et déconcentrées) des modalités suivantes :

Le responsable de l'action concerné établit le DPCA en intégrant les AE reportées, notifiées et engagées, ainsi que les CP reportés, notifiés et consommés, suivant les indications prévues aux tableaux n°1 et 2 ci-dessus. Il s'agit de suivre les modalités prévues au point a. ou au point b. ci-dessous, selon le cas, pour traiter les CP du PEC.

**a. Lorsque la situation du Trésor au 31/12/2023 est disponible :**

En relation avec les responsables des actions (centrales et déconcentrées) concernés, si le RFF dispose de la situation du Trésor consolidée (opérations PEC au 31/12/2022<sup>1</sup>), il procède par décision (voir annexe n° 01) et en concertation avec les responsables de programmes, à la répartition de ces CP selon la situation du Trésor précitée.

La répartition des CP est effectuée, selon les priorités, par portefeuille de programmes, par programme, par sous-programme et par action. La décision précitée comporte une annexe portant sur la répartition des CP par opération.

Une copie de la décision précitée est transmise, par le RFF, au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents. Un extrait de cette décision est transmis, par le RFF, au responsable de l'action concerné pour les opérations d'investissement qui l'intéresse. Une copie de cet extrait est également transmise, par le responsable de l'action concerné, au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents.

Sur la base de cette décision, le DPIC est établi par le RFF en concertation avec les responsables de programmes et ceux chargés de la planification, tel que prévu au point I.1.

<sup>1</sup> Y compris les CP mis en place en 2023 au profit des opérations relevant du PEC au 31/12/2022.

Le responsable de l'action (action centrale ou déconcentrée) procède à la modification ou à l'établissement de son DPCA sur la base de l'extrait de DPIC et, le cas échéant, de l'extrait de l'annexe n° 02 de la décision établie par les services compétents du Ministre des Finances (réévaluation, rattachement de CP ...), et de l'extrait de cette décision de répartition.

**b. Lorsque la situation du Trésor au 31/12/2023 n'est pas encore disponible :**

En relation avec les responsables des actions (centrales et déconcentrées) concernés, si le RFF ne dispose pas de la situation du Trésor consolidée (opérations PEC au 31/12/2022<sup>2</sup>), il procède, en concertation avec les responsables de programmes et ceux chargés de la planification, à l'établissement d'une décision de répartition des CP (voir annexe n° 01) sur la base d'une évaluation raisonnable et prudente des CP du CAS n° 302-145, sous sa responsabilité, et ce :

- En s'appuyant sur la comptabilité des ordonnancements et des mandatements, tenue par les ordonnateurs compétents (les responsables des actions centrales et déconcentrées).
- En recourant à la plus récente situation de Trésor<sup>3</sup> connue et disponible en déduisant (-) le montant des ordonnancements ou des mandatements déposés au niveau du comptable public après cette date, durant l'année 2023.

La répartition est effectuée, selon les priorités, par portefeuille de programmes, par programme, par sous-programme et par action. Avec une annexe portant sur la répartition par opération.

Une copie de la décision précitée est transmise, par le RFF, au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents. Un extrait de cette décision (voir annexe n° 05), accompagné, le cas échéant, de l'extrait de l'annexe n° 02 de la décision établie par les services compétents du Ministre des Finances (réévaluation, rattachement de CP ...), est transmis, par le RFF, au responsable de l'action concerné pour les opérations d'investissement qui l'intéresse. Une copie de cet extrait est également transmise, par le responsable de l'action concerné, au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents.

Le responsable de l'action (action centrale ou déconcentrée) procède à la modification ou à l'établissement de son DPCA sur la base desdits extraits.

**3. Régularisations à effectuer :**

Lorsque le RFF est concerné par les modalités prévues au point 2.b., il lui appartient de veiller à consolider, auprès des responsables des actions concernées, les données et informations nécessaires devant lui permettre d'établir, en relation avec les responsables des programmes, un DPIC modificatif selon les modalités prévues au point I.1., en prenant en considération la décision de répartition déjà établie. Cette régularisation doit intervenir au plus tard **le 1<sup>er</sup> octobre 2024**.

Une fois le DPIC modificatif est établi, des extraits du DPIC et, le cas échéant, des extraits de l'annexe n° 02 des décisions établies par les services compétents du Ministre des Finances, sont notifiés aux responsables des actions, pour que ces derniers établissent les DPCA modificatifs, s'il y a lieu.

**II. Concernant l'établissement des DPCA (action déconcentrée unique) :**

**1. Lorsque les AE et les CP sont reportés dans le DPIC visé et dans l'extrait de DPIC notifié :**

Le principe est que les AE (ex-AP) relatives aux opérations d'investissement public qui relèvent du PEC (au 31/12/2022) ont connu une consommation d'AE (une partie ou la totalité de l'AE a été engagée), ainsi leur solde arrêté au 31/12/2023, le cas échéant, peut être reporté sur l'exercice 2024.

<sup>2</sup> Y compris les CP mis en place en 2023 au profit des opérations relevant du PEC au 31/12/2022.

<sup>3</sup> Souvent il est fait recours à la situation Trésor du 30 novembre (n-1).

Le solde des AE (ex-AP) y afférent ainsi enregistré, est porté sur le DPIC, pour chacun des programmes concernés, dans la partie « **crédits attendus devenus disponibles en cours d'années** », ligne « **reports d'AE non-engagée sur T3 (Art.30 LOLF)** ».

Aussi et en règle générale, le solde des CP disponible au 31/12/2023 pour les opérations relevant du PEC (au 31/12/2023 gérées via le CAS n° 302-145), est porté sur le DPIC, pour chacun des programmes concernés, dans la partie « **crédits attendus devenus disponibles en cours d'années** », ligne « **autres** » avec la précision « **reports de CP dans le cadre du CAS n° 302-145** ».

Il demeure entendu que les AE reportées et le solde des CP disponible au 31/12/2023 doivent faire l'objet d'une programmation de crédits au niveau des documents de programmation (DPIC, Extrait-DPIC et DPCA, ...).

Le principe est que les responsables des actions déconcentrées uniques (via les DPSB), transmettent aux responsables de programmes et aux RFF concernés (dans le cadre du dialogue de gestion) une situation, des AE et des CP à reporter, et ce, à l'effet de leur permettre de prévoir lesdits reports dans le DPIC. Néanmoins, si cette formalité n'a pas été effectuée (intégralement ou partiellement), il y a lieu de suivre les modalités prévues au point II. 2.

Il revient aux RFF de notifier aux responsables des actions déconcentrées uniques concernés un extrait du DPIC conformément aux procédures habituelles.

Le responsable de l'action déconcentrée unique établit son DPCA conformément aux procédures habituelles, retraçant les opérations d'investissement public relevant du PEC au 31/12/2022.

Concernant les AE et les CP, il y a lieu de suivre au niveau des DPCA les indications suivantes :

**Tableau n°1 :**

<b>AE reportée =</b>	AE actuelle au 31/12/2023 (AE initiale + toutes les modifications s'y rapportant) - AE engagée au 31/12/2023, soit AE restant à engager.
<b>AE notifiée =</b>	le montant de l'AE notifié en 2024.
<b>AE engagée =</b>	le montant total des engagements de dépenses jusqu'au 31/12/2023.

**Tableau n°2 :**

<b>CP reportés =</b>	le montant de CP au 31/12/2023 non consommé (suivant la répartition effectuée par le Wali)
<b>CP notifiés =</b>	le montant de CP notifié en 2024
<b>CP consommés =</b>	le montant total des CP consommés jusqu'au 31/12/2023, (soit le montant total de dépenses effectuées jusqu'au 31/12/2023)

**2. Lorsque les AE et les CP ne sont pas reportés dans le DPIC visé et dans l'extrait de DPIC notifié :**

Le responsable de l'action déconcentrée unique (via le DPSB) établit le DPCA en intégrant les AE reportées, notifiées et engagées, ainsi que les CP reportés, notifiés et consommés, suivant les indications prévues aux tableaux n°1 et 2 ci-dessus. Il sied de suivre les modalités suivantes pour traiter les AE et les CP du PEC.

- **Pour les AE :** Le responsable de l'action déconcentrée unique (via le DPSB) prépare une situation budgétaire arrêtée au 31 décembre 2023 qui retrace, par portefeuille de programme,

par programme, par sous-programme, et par catégorie et par opération, le montant de l'AE engagée et le montant de l'AE non engagée (le solde). Cette situation, cosignée par le responsable de l'action déconcentrée unique et le contrôleur budgétaire compétent, est la base de l'établissement du DPCA dans sa partie relative aux AE. Elle est notifiée au comptable public compétent.

- **Pour les CP** : Le responsable de l'action déconcentrée unique (via le DPSB) renseigne son DPCA dans ses parties CP reportés et CP consommés sur la base d'une décision (voir annexe n°02) qu'il prépare par référence à la situation du Trésor pour le PEC au 31/12/2023. Cette décision retrace, par portefeuille de programme, par programme, par sous-programme, par catégorie et par opération, le montant de CP à reporter. Elle est notifiée par le responsable de l'action déconcentrée unique au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents.

Lorsque la situation du Trésor pour le PEC au 31/12/2023 n'est pas encore disponible, le responsable de l'action déconcentrée unique (via le DPSB) procède à l'établissement d'une décision de répartition des CP (voir annexe n° 02) sur la base d'une évaluation raisonnable et prudente des CP du CAS n° 302-145, sous sa responsabilité, et ce :

- En s'appuyant sur la comptabilité des ordonnancements et des mandatements, tenue à son niveau.
- En recourant à la plus récente situation de Trésor<sup>4</sup> connue et disponible en déduisant (-) le montant des ordonnancements ou des mandatements déposés au niveau du comptable public après cette date, durant l'année 2023.

Cette décision retrace, par portefeuille de programme, par programme, par sous-programme, par catégorie et par opération, le montant des CP à reporter. Elle est notifiée par le responsable de l'action déconcentrée unique au contrôleur budgétaire et au comptable public compétents.

Les modalités prévues au point II. 2., s'appliquent également lorsque l'extrait du DPIC n'a pas été encore notifié.

### **3. Régularisations à effectuer :**

Lorsque le responsable de l'action déconcentrée unique est concerné par les modalités prévues au point II.2., il lui appartient de consolider les données et informations nécessaires et les transmettre aux RFF et aux responsables des programmes concernés, dans le cadre des modalités de régularisation prévues au point I.3.

Le responsable de l'action déconcentrée unique doit transmettre ces données et information dès que possible et au plus tard **le 1<sup>er</sup> Août 2024**.

## **III. Concernant l'établissement des DPCA (action déconcentrée unique, pour les CP relatifs à l'ex-PCD pour l'exercice 2024) :**

### **1. Lorsque les CP sont reportés dans le DPIC visé du MICLAT<sup>5</sup> et dans l'extrait de DPIC notifié :**

En règle générale, le solde des CP arrêté au 31/12/2023 pour les opérations relevant du PEC (au 31/12/2023 gérées via le CAS n° 302-145 de l'ex-PCD), est porté sur le DPIC du MICLAT, pour le programme concerné, dans la partie « **crédits attendus devenus disponibles en cours d'années** », ligne « **autres** » avec la précision « **reports de CP dans le cadre du CAS n° 302-145** ».

<sup>4</sup> Souvent il est fait recours à la situation Trésor du 30 novembre (n-1).

<sup>5</sup> MICLAT : Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.

Il demeure entendu que le montant des CP disponible au 31/12/2023 de l'ex-PCD doivent faire l'objet d'une programmation de crédits au niveau des documents de programmation (DPIC, Extrait-DPIC et DPCA, ...), au niveau du titre 4 dépenses de transfert.

Le principe est que les responsables des actions déconcentrées uniques (via les DPSB), transmettent au responsable de programme et au RFF concernés (dans le cadre du dialogue de gestion) une situation, des CP à reporter de l'ex-PCD, et ce, à l'effet de leur permettre de prévoir lesdits reports dans le DPIC du MICLAT. Néanmoins, si cette formalité n'a pas été effectuée (intégralement ou partiellement), il y a lieu de suivre les modalités prévues ci-après.

Le responsable de l'action déconcentrée unique établit son DPCA conformément aux procédures habituelles, en indiquant les opérations d'investissement public vivantes du PEC au 31/12/2022 de l'ex-PCD (le nombre, ...).

Concernant les CP, il y a lieu de suivre au niveau des DPCA les indications suivantes :

<b>CP reportés =</b>	le montant de CP au 31/12/2023 non consommé (suivant la répartition effectuée par le Wali)
<b>CP notifiés =</b>	le montant de CP notifié en 2024
<b>CP consommés =</b>	le montant total des CP consommés jusqu'au 31/12/2023, (soit le montant total des dépenses effectuées jusqu'au 31/12/2023)

## **2. Lorsque les CP ne sont pas reportés dans le DPIC visé du MICLAT et dans l'extrait de DPIC notifié :**

Le responsable de l'action déconcentrée unique (via le DPSB) établit le DPCA en intégrant les CP reportés, notifiés et consommés. Il sied de suivre les modalités suivantes pour traiter les CP du PEC de l'ex-PCD.

En se basant sur la situation du Trésor pour le PEC au 31/12/2023<sup>6</sup>, le responsable de l'action déconcentrée unique procède, par décision (voir annexe n° 03), à la répartition de ces CP par programme, par sous-programme et par action et par commune, pour les opérations d'investissement public vivantes du PEC au 31/12/2022 de l'ex-PCD (le nombre, ...).

Sur la base de cette décision de répartition<sup>7</sup>, le DPCA est établi conformément aux modalités habituelles et suivant le principe d'exécution prévu par la circulaire n° 1035 du 13 février 2023 précisant les modalités d'exécution des crédits de loi de finances pour les subventions accordées aux communes.

Les modalités prévues au point III. 2., s'appliquent également lorsque l'extrait du DPIC n'a pas été encore notifié.

## **3. Régularisations à effectuer :**

Le responsable de l'action déconcentrée unique doit consolider les données et informations nécessaires et les transmettre au RFF et au responsable de programme du MICLAT, dans le cadre des modalités de régularisation prévues au point I.3.

Le responsable de l'action déconcentrée unique doit transmettre ces données et information dès que possible et au plus tard **le 1<sup>er</sup> Août 2024**.

<sup>6</sup> Lorsque la situation du Trésor pour le PEC au 31/12/2023 n'est pas encore disponible il convient d'appliquer les modalités prévues pour le même cas au niveau du point II.2.

<sup>7</sup> Cette répartition ne relève pas de la compétence du RFF, elle relève de la compétence du responsable de l'action unique déconcentrée.

#### **IV. Concernant les opérations d'investissement public inscrites au titre de l'exercice 2023 :**

Conformément aux dispositions de la LOLF et ses textes d'application ainsi que des différentes instructions et circulaires prises par mes services, il y a lieu de rappeler ce qui suit :

- les autorisations d'engagements notifiées pour l'année 2023 demeurent, le cas échéant, valables pour l'année 2024 (Cf. article 30 de la loi organique n°18-15 du 02 septembre 2018 visée en référence) ;
- à défaut de report dans la limite d'un plafond de cinq pour cent (5%) du crédit initial sur le même programme, par arrêté interministériel avant l'expiration de la période complémentaire, les crédits de paiement disponibles sur le titre des dépenses d'investissement d'un programme ne peuvent pas être reportés.

Dans ce cadre, il convient d'appliquer, pour les opérations d'investissement public inscrites au titre de l'exercice 2023, les modalités prévues, selon le cas, au point I.1 ou au point I.2 ci-dessus en ce qui concerne uniquement les autorisations d'engagement.

Enfin, il y a lieu de rappeler que votre diligence et célérité dans la mise en œuvre des modalités et procédures sus-évoquées vont permettre d'harmoniser les documents budgétaires et préparer les meilleures conditions de la clôture de l'exercice 2024 et la préparation de l'exercice 2025.

Tels sont les éléments d'explication que j'ai l'honneur de vous faire part, par la présente circulaire.

*Le Directeur Général du Budget.*



## Annexe n° 01

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة .....

مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتضمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتدادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرامج الفرعي، النشاط) وحسب الصنف والعمليات الاستثمار (حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)

إن مسؤول الوظيفة المالية،

- بمقتضى القانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق 2 سبتمبر سنة 2018 المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 14-16 المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016 المتضمن قانون المالية لسنة 2017 سيما المادة 120 منه،
- بمقتضى القانون رقم 24-22 المؤرخ في أول جادى الثانية عام 1444 الموافق 25 ديسمبر سنة 2022 المتضمن قانون المالية لسنة 2023 سيما المادة 70 منه،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 11-17 المؤرخ في 16 ربيع الثاني عام 1438 الموافق 15 يناير سنة 2017، الذي يحدد كليات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302-145، المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 42-18 المؤرخ في 5 جادى الأولى عام 1439 الموافق 23 يناير سنة 2018، الذي يحدد شروط تسوية استعمال الرصيد الإيجابي لحسابات التخصيص الخاص المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر من السنة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-354 المؤرخ في 14 ربيع الثاني عام 1442 الموافق 30 نوفمبر سنة 2020، الذي يحدد العناصر المكونة لتصنيفات أعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-403 المؤرخ في 14 جادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد شروط نضج وتسجيل البرامج، المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-404 المؤرخ في 14 جادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد كليات تسيير وتفويض الاعتمادات المالية،
- بمقتضى القرار رقم 424 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 المعدل والمتمم للقرار رقم 124 المؤرخ في 15 أوت 2022 الذي يحدد الأصناف الفرعية للنفقات وكذا ترميز التصنيف حسب الطبيعة الاقتصادية لأعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى القرار رقم 03 المؤرخ في 11 جانفي 2023 الذي يحدد كليات نضج وتسجيل عمليات الاستثمار العمومي للدولة بعنوان برنامج،
- بمقتضى المنشور رقم ..... المؤرخ في ..... المحدد لكليات اعداد بعنوان سنة 2024 الوثائق الميزانية للعمليات الاستثمار للبرنامج الجاري إنجازه، لاسيما النقطة منه (\*)
- بمقتضى المذكرة رقم 7256 / م ع م المؤرخ في 2 أكتوبر 2022 رقم 268 / م ع خ ت م ع م د المؤرخ في 29 سبتمبر 2022 المتضمن وضع حيز التنفيذ خلاصات اجتماع لجنة الخزينة رقم 7،

### يقرر

- المادة الأولى:** ينقل إلى سنة 2024 الرصيد الإيجابي لاعتدادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه بعنوان البرنامج القطاعي المركز سابقا، المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر 2023 والذي يبلغ ..... دج.
- المادة 02:** توزع اعتمادات الدفع المشار إليها في المادة الأولى أعلاه حسب البرنامج والبرنامج الفرعي والنشاط وحسب الصنف وعمليات الاستثمار وفقا للملحق 01 بهذا المقرر.

مسؤول الوظيفة المالية

المرسل إليهم:

- مسؤول محفظة البرامج،
- المديرية العامة للميزانية،
- المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة،
- مدير البرمجة ومتابعة الميزانية،
- المراقب الميزانياتي،
- المحاسب العمومي.

(\*) تحديدا إن كان الأمر يتعلق بالنقطة I.2.a او بالنقطة I.2.b

## الملحق رقم 01

مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتضمن نقل وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتمادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 إلى سنة 2024 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج الفرعي، النشاط) وحسب الصنف والعمليات الاستثمارية (حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)



الوحدة (دج)	مبلغ اعتمادات الدفع	الرمز / رقم العملية	محفظة البرامج، البرنامج الفرعي، النشاط، الصنف، العملية
			محفظة البرامج .....
			البرنامج .....
			النشاط .....
			البرنامج الفرعي .....
			الصنف تثبيبات عينية
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			الصنف تثبيبات معنوية
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			البرنامج الفرعي .....
			الصنف .....
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			النشاط .....
			البرنامج .....
			النشاط .....
			.....
			.....
			.....
			المجموع

مسؤول الوظيفة المالية

مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتضمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط) وحسب الصنف والعمليات الاستثمار (حساب التخصيص الخاص رقم 302-145)

إن مسؤول النشاط الوحيد غير المركز،

- بمقتضى القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق 2 سبتمبر سنة 2018 المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 16-14 المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016 المتضمن قانون المالية لسنة 2017 سيما المادة 120 منه،
- بمقتضى القانون رقم 22-24 المؤرخ في أول جادى الثانية عام 1444 الموافق 25 ديسمبر سنة 2022 المتضمن قانون المالية لسنة 2023 سيما المادة 70 منه،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 17-11 المؤرخ في 16 ربيع الثاني عام 1438 الموافق 15 يناير سنة 2017، الذي يحدد كفاءات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302-145، المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 18-42 المؤرخ في 5 جادى الأولى عام 1439 الموافق 23 يناير سنة 2018، الذي يحدد شروط تسوية استعمال الرصيد الإيجابي لحسابات التخصيص الخاص المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر من السنة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-354 المؤرخ في 14 ربيع الثاني عام 1442 الموافق 30 نوفمبر سنة 2020، الذي يحدد العناصر المكونة لتصنيفات أعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-403 المؤرخ في 14 جادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد شروط نضج وتسجيل البرامج، المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-404 المؤرخ في 14 جادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد كفاءات تسيير وتفويض الاعتمادات المالية،
- بمقتضى القرار رقم 424 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 المعدل والمتمم للقرار رقم 124 المؤرخ في 15 أوت 2022 الذي يحدد الأصناف الفرعية للنفقات وكذا ترميز التصنيف حسب الطبيعة الاقتصادية لأعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى القرار رقم 03 المؤرخ في 11 جانفي 2023 الذي يحدد كفاءات نضج وتسجيل عمليات الاستثمار العمومي للدولة بعنوان برنامج،
- بمقتضى المنشور رقم ..... المؤرخ في ..... المحدد لكفاءات اعداد بعنوان سنة 2024 الوثائق الميزانية للعمليات الاستثمار للبرنامج الجاري إنجازه، لاسيما النقطة II.2 منه،
- بمقتضى المذكرة رقم 7256 / م ع م المؤرخ في 2 أكتوبر 2022 رقم 268 / م ع خ ت م ع م د المؤرخ في 29 سبتمبر 2022 المتضمن وضع حيز التنفيذ خلاصات اجتماع لجنة الخزينة رقم 7.

## يقرر

- المادة الأولى:** ينقل إلى سنة 2024 الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه بعنوان البرنامج القطاعي غير المركز سابقا، المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر 2023 والذي يبلغ ..... دج.
- المادة 02:** توزع اعتمادات الدفع المشار إليها في المادة الأولى أعلاه حسب البرنامج والبرنامج الفرعي والنشاط وحسب الصنف وعمليات الاستثمار وفقا للملحق 01 بهذا المقرر.

مسؤول النشاط الوحيد غير المركز

المرسل إليهم:

- والي الولاية،
- المديرية العامة للميزانية،
- المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة،
- مدير البرمجة ومتابعة الميزانياتية،
- المراقب الميزانياتي،
- المحاسب العمومي.

## الملحق رقم 01

مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتضمن نقل وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتمادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 إلى سنة 2024 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج الفرعي، النشاط) وحسب الصنف وعمليات الاستثمار (حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)



الوحدة (دج)	مبلغ اعتمادات الدفع	الرمز / رقم العملية	محفظة البرامج، البرنامج الفرعي، النشاط، الصنف، العملية
			محفظة البرامج .....
			البرنامج .....
			النشاط غير مركز وحيد .....
			البرنامج الفرعي .....
			الصنف تثبيبات عينية
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			الصنف تثبيبات معنوية
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			البرنامج الفرعي .....
			الصنف .....
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			المجموع

مسؤول النشاط الوحيد غير المركز



مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023

حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط) ومجموع البلديات

(حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)

إن مسؤول النشاط الوحيد غير المركز،

- بمقتضى القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق 2 سبتمبر سنة 2018 المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 16-14 المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016 المتضمن قانون المالية لسنة 2017 سيما المادة 119 منه،
- بمقتضى القانون رقم 22-24 المؤرخ في أول جهادى الثانية عام 1444 الموافق 25 ديسمبر سنة 2022 المتضمن قانون المالية لسنة 2023 سيما المادة 70 منه،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 17-11 المؤرخ في 16 ربيع الثاني عام 1438 الموافق 15 يناير سنة 2017، الذي يحدد كفاءات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302-145، المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 18-42 المؤرخ في 5 جهادى الأولى عام 1439 الموافق 23 يناير سنة 2018، الذي يحدد شروط تسوية استعمال الرصيد الإيجابي لحسابات التخصيص الخاص المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر من السنة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-35 المؤرخ في 14 ربيع الثاني عام 1442 الموافق 30 نوفمبر سنة 2020، الذي يحدد العناصر المكونة لتصنيفات أعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-403 المؤرخ في 14 جهادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد شروط نضج وتسجيل البرامج،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-404 المؤرخ في 14 جهادى الأولى عام 1442 الموافق 29 ديسمبر سنة 2020، الذي يحدد كفاءات تسيير وتفويض الاعتمادات المالية،
- بمقتضى القرار رقم 23-424 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 المعدل والمتمم للقرار رقم 124 المؤرخ في 15 أوت 2022 الذي يحدد الأصناف الفرعية للنفقات وكذا ترميز التصنيف حسب الطبيعة الاقتصادية لأعباء ميزانية الدولة،
- بمقتضى القرار رقم 03 المؤرخ في 11 جانفي 2023 الذي يحدد كفاءات نضج وتسجيل عمليات الاستثمار العمومي للدولة بعنوان برنامج،
- بمقتضى المنشور رقم 1035 مؤرخ في 13 فيفري 2023 الذي يحدد اجراءات تنفيذ الاعتمادات المالية المخصصة لدعم للبلديات،
- بمقتضى المنشور رقم ..... المؤرخ في ..... المحدد لكفاءات اعداد بعنوان سنة 2024 الوثائق الميزانية لعمليات الاستثمار للبرنامج الجاري إنجازه، لاسيما النقطة 2.III منه،
- بمقتضى المذكرة رقم 7256 / م ع م المؤرخ في 2 أكتوبر 2022 رقم 268 / م ع خ ت م ع م د المؤرخ في 29 سبتمبر 2022 المتضمن وضع حيز التنفيذ خلاصات اجتماع لجنة الخزينة رقم 7.

## يقرر

- المادة الأولى:** ينقل إلى سنة 2024 الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه بعنوان النخطط البلدي للتنمية سابقا، المتبقي عند تاريخ 31 ديسمبر 2023 والذي يبلغ ..... دج.
- المادة 02:** توزع اعتمادات الدفع المشار إليها في المادة الأولى أعلاه حسب البرنامج والبرنامج الفرعي والنشاط وحسب الصنف ومجموع البلديات وفقا للملحق 01 بهذا المقرر.

مسؤول النشاط الوحيد غير المركز

المرسل إليهم:

- والي الولاية

- المديرية العامة للميزانية،

- المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة،

- مدير البرمجة ومتابعة الميزانياتية

- المراقب الميزانياتي

- المحاسب العمومي

## الملحق رقم 01

مقرر رقم ..... مؤرخ في .....

يتضمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتمادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023  
حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط) ومجموع البلديات  
(حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)



الوحدة (دج)	الرمز /	محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط، الصنف، العملية
مبلغ اعتمادات الدفع		محفظة البرامج .....
		البرنامج .....
		النشاط غير ممرکز وحيد .....
		البرنامج الفرعي .....
		البلدية ..... (عدد العمليات.....)
		البلدية ..... (عدد العمليات.....)
		البلدية ..... (عدد العمليات.....)
		البلدية ..... (عدد العمليات.....)
		.....
		.....
		المجموع

مسؤول النشاط الوحيد غير الممرکز

## Annexe n°04

ارسال الى مسؤول الوظيفة المالية ومسؤول البرنامج الوضعية المالية لرخص الالتزام ولاعتمادات الدفع المتعلقة بالبرنامج الجاري لدجها ضمن وثيقة البرمجة الأولية للاعتمادات التعديلية (على سبيل التسوية)

..... مسؤول النشاط

..... الى مسؤول الوظيفة المالية<sup>6</sup>



مبلغ لاعتمادات الدفع	مبلغ رخص الالتزام	الرمز / رقم العملية	محظرة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط، الصنف، العملية
			محظرة البرامج .....
			البرنامج.....
			النشاط .....
			الصنف .....
			البرنامج الفرعي .....
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			البرنامج الفرعي .....
			العملية .....
			العملية .....
			العملية .....
			.....
			.....
			.....
			.....
			.....
			.....

..... المحاسب العمومي

..... المراقب الميزانياتي

..... مسؤول النشاط

<sup>6</sup> يبلغ مسؤول الوظيفة المالية كل مسؤول برنامج معني

فيما يخص الوضعية المتعلقة بالمخطط البلدي للتنمية سابقا تحدد الاعتمادات الدفع بصفة اجمالية بالإشارة لعدد العمليات لكل البلديات (دون تفصيل)

Annexe 05

نموذج مستخرج مقرر رقم ..... المؤرخ في ..... والمتضمن توزيع الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للحساب التخصيص  
الخاص رقم 145-302

لفائدة مسؤول النشاط .....



محفظة البرامج ..... الرمز .....  
البرنامج ..... الرمز .....  
البرنامج الفرعي ..... الرمز .....  
النشاط ..... الرمز .....

عملا بالمقرر رقم ..... المؤرخ في ..... والمتضمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتادات  
الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط)  
وحسب الصنف والعمليات الاستثمار (حساب التخصيص الخاص رقم 145-302) يتم وضع تحت تصرف النشاط  
المشار إليه أعلاه اعتادات الدفع تبلغ ..... دج، وذلك وفقا للتوزيع حسب  
العمليات المرفقة طيه.

يكلف مسؤول النشاط بإرسال نسخة من هذا المستخرج الى المراقب الميزانياتي والى المحاسب العمومي المؤهلين.

..... مؤرخ في

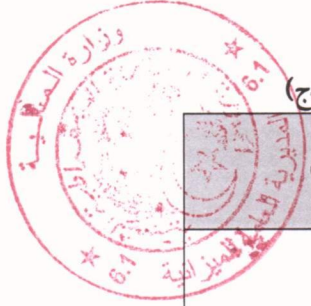
مسؤول الوظيفة المالية

نسخة ل :

- المراقب الميزانياتي لدى مسؤول محفظة البرامج،
- المحاسب العمومي المؤهل.

ملحق مقرر رقم ..... مؤرخ في ..... المتضمن نقل إلى سنة 2024 وتوزيع الرصيد الإيجابي لاعتادات الدفع للبرنامج الجاري إنجازه المتبقي في نهاية سنة 2023 حسب النشاط (محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط) وحسب الصنف والعمليات الاستثمار (حساب التخصيص الخاص رقم 145-302)

لفائدة مسؤول النشاط .....



الوحدة (دج)

مبلغ اعتادات الدفع	الرمز/ رقم العملية	محفظة البرامج، البرنامج، البرنامج الفرعي، النشاط، الصنف، العملية
		محفظة البرامج .....
		البرنامج .....
		النشاط .....
		البرنامج الفرعي .....
		الصنف .....
		العملية .....
		العملية .....
		العملية .....
		.....
		.....
.....		المجموع

مسؤول الوظيفة المالية